

Niveau élémentaire

1., Aujourd'hui, je vous propose des articles concernant des évènements à Grenoble.

Nuit de violence à Grenoble

La riposte n'aura pas tardé. A Grenoble, en France, de violents incidents se sont produits la nuit dernière. Des policiers ont été visés par des tirs, une trentaine de voitures ont été incendiées et un tramway attaqué.

Ces violences ont eu lieu dans le quartier de la Villeneuve, c'est là que vivait le malfaiteur abattu la veille par la police après le braquage d'un casino. Encore une fois, les forces de l'ordre dénoncent l'utilisation d'armes à feu.

"Nous avons été victimes de tirs de la part de ces jeunes en face de nous", explique Brigitte Jullien, directrice départementale de la sécurité publique, "une trentaine d'individus qui étaient cagoulés, armés avec des pistolets. Et puis plus tard vers 4 heures du matin, nous avons clairement vu un individu qui a épaulé un fusil et qui nous a tiré dessus".

Ces incidents n'ont fait aucune victime mais les policiers réclament des renforts dans la région de Grenoble. Le braquage du casino d'Uriage la veille est la troisième attaque dans la région Rhône-Alpes en l'espace de quelques mois.

Niveau intermédiaire

A Grenoble, une nuit "calme" malgré des coups de feu

La nuit du dimanche 18 au lundi 19 juillet a été "*calme*", selon la police, dans le quartier de la Villeneuve à Grenoble, théâtre de violences depuis vendredi soir. "*Aucun véhicule n'a été brûlé. La nuit a été calme mis à part des tirs sur un véhicule de la BAC [brigade anti-criminalité]*", a précisé un responsable des forces de l'ordre. Peu avant 22 h 30 dimanche, ce véhicule avait été visé par "*deux coups de feu, a priori*" tirés avec "*une arme longue*", qui n'ont pas fait de blessé.

Depuis le début des violences vendredi, à la suite de la mort d'un délinquant de 27 ans originaire du quartier, Karim Boudouda, tué lors d'un échange de tirs avec la police à la suite du braquage du casino d'Uriage-les-Bains (Isère), les forces de l'ordre ont été la cible chaque nuit de tirs à balles réelles, qui n'ont pas fait de victime.

Samedi, à la suite de la visite du ministre de l'intérieur, un renfort de police et de gendarmerie de deux cent quarante hommes, appuyés par des membres du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion) et du GIPN (Groupe d'intervention de la police nationale) avait été déployé à la Villeneuve, notamment pour empêcher les incendies de voitures (près de quatre-vingts véhicules sont partis en fumée depuis vendredi).



APPEL AU CALME

Le voleur tué, très apprécié des jeunes de la cité, qui accusent la police de bavure, sera inhumé *"en début de semaine"*, a-t-on appris lundi d'un de ses amis d'enfance : *"Nous serons en deuil pendant plusieurs jours et il est hors de question pour nous qu'il se passe quoi que ce soit dans la cité. On respecte l'âme du défunt."* L'enquête de l'Inspection générale de la police nationale a établi que les policiers avaient tiré en état de légitime défense, Karim Boudouda ayant ouvert le feu sur eux à l'arme lourde, selon une source judiciaire.

Sur les vingt personnes interpellées depuis vendredi, seules trois restaient en garde à vue dimanche, deux pour des tirs présumés contre la police et une troisième pour des faits criminels non liés aux émeutes. Par ailleurs, trois jeunes seront jugés en comparution immédiate lundi pour avoir tenté de piller un commerce dans la nuit de vendredi à samedi, nuit au cours de laquelle une soixantaine de voitures ont été brûlées et quelques commerces incendiés. Un mineur a également été mis en examen pour incendie de véhicule.

"CHAOS"

La vice-présidente du Front national, Marine Le Pen, a estimé lundi, à propos des violences urbaines à Grenoble, que le *"gouvernement était dépassé par les événements"* et a qualifié la situation de *"chaos"*. *"Dans les banlieues, avec les tirs sur la police, on a franchi, par rapport à 2005, une nouvelle étape vers ce qu'il faut bien appeler une situation de chaos"*, écrit Marine Le Pen dans un communiqué.

"Les Français regardent effarés le spectacle consternant de leur pays qui sombre dans une violence inouïe. Ils se voient pris entre un gouvernement qui sacrifie l'intérêt public à ses irrépressibles relations avec les puissances d'argent et des voyous qui profitent de l'impunité judiciaire et de la mauvaise conscience de nos élites pour se comporter en pays conquis", explique-t-elle. *"La France est livrée aux racailles, aux casseurs, aux bandes armées"*, dénonce la leader d'extrême droite.

Niveau supérieur

Violences à la Villeneuve : "Il n'existe pas de spécificité grenobloise"

Le calme semblait être revenu à Grenoble, lundi 19 juillet, après les violences du week-end déclenchées par la mort d'un jeune braqueur tué par la police. Quelque 300 policiers sont toutefois toujours déployés dans le quartier de la Villeneuve. Un "Grenelle de la sécurité" local, rassemblant forces de sécurité, services de l'Etat, services sociaux ou encore acteurs associatifs, devrait par ailleurs être organisé par la préfecture de l'Isère mardi ou mercredi.

Pour Sebastian Roché, chercheur spécialiste de l'insécurité dans un laboratoire grenoblois du CNRS et professeur à l'Institut d'études politiques de Grenoble, le quartier de la Villeneuve connaît les mêmes problèmes de délinquance que les autres banlieues françaises, en raison de *"phénomènes de ségrégation et d'une forte pauvreté"*.



Comment expliquer la flambée de violences de ce week-end à Grenoble ? Existe-t-il un problème propre à cette ville ?

Il n'existe pas de spécificité grenobloise. Comme dans le reste de la France, la délinquance se développe dans les banlieues pauvres des grandes villes. Les revenus de la population sont faibles, le chômage, en particulier celui des jeunes, y est très important et des phénomènes de ségrégation spatiales et raciales sont à l'œuvre. Le sentiment d'exclusion que ressent la population est très fort.

Les délinquants poursuivis par la police choisissent alors de se réfugier dans ces quartiers défavorisés car ils savent qu'ils vont y trouver une hostilité de la population à la police et aux institutions. Ce soutien latent fait des banlieues pauvres un terreau favorable pour la délinquance.

Le quartier de la Villeneuve a-t-il fait l'objet d'une rénovation urbaine ?

A la Villeneuve, on est face à une configuration très classique : il s'agit d'un quartier de logements sociaux, construit à la fin des années 1960, au sud de Grenoble, qui regroupe près de 15 000 personnes. Au départ, le quartier était loué pour la mixité sociale qu'il avait réussi à créer : les cadres moyens et supérieurs côtoyaient les ouvriers. Cette réussite s'inscrivait dans une réflexion plus générale sur la rénovation urbaine, avec le programme "Habitat et vie sociale" qu'a notamment mené Hubert Dubedout, député-maire de Grenoble jusqu'en 1983.

Mais ces classes moyennes ont fini par déménager et le quartier a connu un appauvrissement. Il concentre aujourd'hui les populations immigrées et d'origine immigrée, plus pauvres. C'est la même logique du foncier qui est à l'œuvre dans d'autres villes : les populations qui ont davantage de moyens s'installent dans des quartiers considérés comme plus agréables et moins violents.

Comment a évolué la criminalité à Grenoble ces dernières années ?

Dans les années 1970, le grand banditisme était très développé dans la ville, comme dans d'autres métropoles. Des mafieux d'origine italienne et maghrébine s'affrontaient à grand renfort d'armes pour le contrôle des casinos et des réseaux de prostitution. Depuis les années 1980, le commerce de la drogue a pris le relais. Les jeunes caïds sont très armés et violents dans la mesure où le trafic est très développé : il y a donc beaucoup d'argent à protéger. Aujourd'hui, les délinquants sont devenus polyvalents. Ils gèrent toujours la drogue mais effectuent aussi de plus en plus de braquages, depuis un ou deux ans.

Que faire pour limiter ces violences urbaines ?

Les communes manquent de moyens et n'ont presque pas de marges de manœuvre car la politique de la ville se décide à Paris. Il faudrait alors que l'Etat combine la répression avec une vraie politique de prévention quant à la consommation de drogues. C'est une mesure très banale, mais qui n'est plus vraiment à la mode aujourd'hui.

Il est aussi nécessaire de revenir à une police de proximité, comme le demandent les élus grenoblois, adossée à une forme institutionnalisée de consultation de la population : une loi devrait mettre en place une instance qui agrège les demandes, les préférences, les attentes et les difficultés des habitants. La police devrait ainsi définir ses orientations en fonction de la société civile et lui rendre des comptes, au lieu de le faire, comme c'est le cas aujourd'hui, au ministre de l'intérieur.



La police n'est donc pas suffisamment à l'écoute de la population ?

Il y a quelques unités territoriales de quartier (UTEQ) à Grenoble mais elles sont peu nombreuses et peuvent être appelées à tout moment vers d'autres missions jugées plus importantes. Or, en France, tout est jugé plus important que le problème des banlieues.

La police doit reconquérir la confiance de la population. Elle doit être perçue comme rendant service aux habitants pour le maintien de l'ordre et non comme une force qui envahit un territoire. Ce lien de confiance a disparu.